

L'optique de Guerre froide de la Russie sur la défense antimissile en Europe

John P. Caves, Jr.
et Elaine Bunn¹
(3 mai 2007)

L'opposition russe à la proposition des États-Unis de positionner des moyens de défense antimissile en Europe centrale est principalement responsable de la controverse actuelle au sein de l'Europe autour de cette initiative. Comment les objections de la Russie devraient-elles être interprétées, et comment y réagir ?

Le programme américain de défense antimissile

En 2001, les États-Unis ont pris la décision de construire et de déployer une capacité de défense contre une attaque limitée de missiles balistiques à longue portée. Les États-Unis sont surtout inquiets de la menace émergente de missiles balistiques à longue portée provenant d'états préoccupants, en particulier la Corée du Nord et l'Iran. Depuis le début, les Américains ont bien précisé que leur but était de protéger non seulement les États-Unis contre de telles menaces de missiles, mais également leurs alliés, y compris leurs alliés européens².

¹ John P. Caves, Jr. est chargé de recherches au Center for the Study of Weapons of Mass Destruction (Centre d'étude des armes de destruction massive) de la National Defense University de Washington, DC.

Elaine Bunn est chargée de recherches à l'Institute for National Strategic Studies (Institut d'études stratégiques nationales) de la National Defense University. Les auteurs remercient Creighton Hottinger, spécialiste des projets de recherche du Center for the Study of Weapons of Mass Destruction, pour l'aide apportée à leurs recherches. Les opinions exprimées dans cet article sont uniquement celles des auteurs, et ne reflètent pas nécessairement la position de la National Defense University, du département américain de la Défense, ou du gouvernement américain.

² George W. Bush, « Remarks by the President to Students and Faculty at National Defense University », Fort Lesley J. McNair, Washington, DC, 1^{er} mai 2001 (disponible sur : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/05/print/20010501-10.htm>).

Les États-Unis ont progressé avec détermination pour atteindre ces objectifs, notamment en se retirant du Traité ABM, contraignant et démodé ; en adoptant une approche de développement en spirale pour la défense antimissile ; en concluant des accords avec le Royaume-Uni et le Danemark afin de moderniser les radars d'alerte rapide de Fylingdales et de Thulé, respectivement ; en établissant les bases d'un développement coopératif avec le Japon, Israël et d'autres nations ; et en déployant des radars et des intercepteurs terrestres en Alaska et en Californie. Les États-Unis disposent désormais d'une capacité opérationnelle limitée pour défendre leur territoire contre une menace simple de missiles balistiques³. Cette capacité est axée sur la défense des États-Unis contre la menace nord-coréenne, tout en fournissant également une couverture contre la menace émergente de missiles balistiques à longue portée provenant de l'Iran⁴.

Le renforcement des capacités de défense antimissile contre la menace iranienne émergente est une progression logique pour le programme américain de défense contre les missiles balistiques. L'Iran, assisté par la Corée du Nord, a entrepris un programme actif de développement de missiles balistiques⁵. Pas plus tard que l'été dernier, l'Iran a procédé à des essais en vol de missiles balistiques à courte et moyenne portée⁶. L'Iran pourrait posséder des missiles balistiques capables d'atteindre les États-Unis et l'Europe d'ici 2015 ; des missiles de portée intermédiaire capables de frapper la majeure partie de l'Europe pourraient être disponibles plus tôt⁷. Il est cependant impossible de définir avec certitude la date à laquelle l'Iran disposera de telles capacités ; elles pourraient émerger plus tard – ou plus tôt. La Corée du Nord a lancé un missile Taepodong-1 à trois étages

³ Charles McQueary, directeur des Evaluations et essais opérationnels, département américain de la Défense, déclaration à l'audience du sous-comité des Forces stratégiques, Commission sénatoriale des services armés, sujet : Les programmes de défense contre les missiles balistiques, Washington, DC, 11 avril 2007.

⁴ U.S. Missile Defense Agency, « European Ballistic Missile Defense, Site Initiatives », 07-MDA-2429, 17 avril 2007, p. 4.

⁵ Pour un débat succinct sur l'aide apportée par la Corée du Nord au programme de défense iranien contre les missiles balistiques, voir Paul Kerr, « Iran, North Korea Deepen Missile Cooperation », *Arms Control Today*, janvier/février 2007 (disponible sur : http://www.armscontrol.org/act/2007_01-02/IranNK.asp?print).

⁶ U.S. Missile Defense Agency, pp. 2-3.

⁷ Cette déclaration sur les missiles iraniens à longue portée est basée sur une fiche analytique du département d'État américain (Bureau des affaires européennes et eurasiennes) : « U.S. Missile Defense », Washington, DC, 16 avril 2007 [disponible sur : <http://www.state.gov/p/eur/rls/fs/83119.htm>]. Cette déclaration est cohérente avec une évaluation très antérieure, mais bien plus détaillée, des moyens émergents de l'Iran en missiles balistiques, trouvée dans « The Iranian Ballistic Missile and WMD Threat to the United States Through 2015 », par Robert D. Walpole, officier du renseignement américain pour les programmes stratégiques et nucléaires, déclaration (telle que préparée pour être prononcée) portée au procès-verbal du sous-comité pour la sécurité internationale, la prolifération et les services fédéraux, de la Commission sénatoriale des affaires gouvernementales, 21 septembre 2000. La déclaration de Walpole indique également qu'il est vraisemblable que l'Iran teste un missile balistique de portée intermédiaire d'ici 2010.

au-dessus du Japon en 1998, alors que les analystes pensaient que le programme nord-coréen était loin d'être aussi avancé⁸. L'Iran, naturellement, poursuit aussi de manière agressive un programme d'enrichissement d'uranium à l'échelle industrielle, bravant le Conseil de sécurité des Nations unies. C'est la perspective de l'Iran associant des ogives nucléaires avec des missiles balistiques à longue portée en moins d'une décennie qui est la plus inquiétante.

La proposition américaine de protéger l'Europe

L'Europe ne dispose actuellement d'aucune protection contre les missiles balistiques de portée intermédiaire ou à longue portée. Les moyens de défense antimissile que les États-Unis proposent de positionner en Europe centrale (un radar à mi-parcours en République tchèque et dix intercepteurs terrestres en Pologne), opérant en association avec d'autres éléments du système de défense américain contre les missiles balistiques, fourniraient à l'Europe sa première capacité défensive contre de telles menaces. Les États-Unis ont proposé de déployer ces moyens à leurs frais, et prévoient leur mise en place d'ici 2013⁹, ce qui, avec un peu de chance, précèdera l'aptitude de l'Iran à tenir l'Europe et les États-Unis sous la menace de missiles à longue portée.

Les moyens de défense antimissile que les États-Unis proposent de positionner en Europe centrale renforceront également la protection que les moyens actuels offrent déjà aux États-Unis contre la menace iranienne émergente de missiles à longue portée. Ceci est un point important. Comme Dan Fried, sous-secrétaire d'état américain aux affaires européennes et eurasiennes, l'a récemment expliqué : « Les États-Unis peuvent défendre leur territoire national sans le déploiement de ces 10 intercepteurs en Pologne et de ce radar en République tchèque. Nous pouvons y arriver sans ça. Toutefois, cela ne nous servira à rien, ou pas à grand chose, d'être en sécurité, si notre principal partenaire dans le monde – l'Europe – ne l'est pas. Nous avons appris pendant 50 ans, depuis 1945, qu'en fin de compte, la sécurité de la communauté transatlantique doit être indivisible »¹⁰. L'Europe centrale est le meilleur emplacement pour protéger à la fois l'Europe et les États-Unis contre des missiles tirés depuis le Moyen-Orient¹¹.

⁸ Comme cela fut débattu, par exemple, dans « North Korea's Ballistic Missile Programme », Institute for International Strategic Studies, tel que consulté le 20 avril 2007 (disponible sur : <http://www.iiss.org/publications/strategic-dossiers/north-korean-dossier/north-koreas-weapons-programmes-a-net-asses/north-koreas-ballistic-missile-programme>).

⁹ LTG Henry A. Obering, Directeur de l'U.S. Missile Defense Agency, réunion d'information au Foreign Center Press, Washington, DC, 22 février 2007 [disponible sur : <http://fpc.state.gov/fpc/80958.htm>].

¹⁰ Dan Fried, remarques au Conseil de l'Atlantique de la Conférence des États-Unis sur la défense antimissile en Europe, Washington, DC, 19 avril 2007 [disponible sur : http://www.acus.org/Missile_Defense_in_Europe_Daniel_Fried.asp].

¹¹ U.S. Missile Defense Agency, p. 1. Certains pays européens sont situés trop près du Moyen-Orient pour être la cible de missiles balistiques à longue portée ou de portée

Les États-Unis se sont donnés beaucoup de mal pour expliquer à toutes les parties concernées, notamment la Russie, qu'ils n'ont ni l'intention, ni la capacité d'offrir une protection contre la force russe de missiles balistiques. En effet, pour des raisons de physique et de géographie, les défenses antimissiles que les États-Unis proposent de positionner en Europe centrale seraient inefficaces contre un missile balistique à longue portée tiré depuis la Russie vers les États-Unis ; les intercepteurs ne pourraient tout simplement pas rattraper un tel missile¹². Les affirmations russes selon lesquelles la proposition américaine de défense antimissile en Europe centrale est une menace pour la Russie et la stabilité stratégique sont fausses. Les menaces à peine voilées des Russes de prendre pour cibles des nations européennes au cas où la proposition américaine de défense antimissile serait mise en œuvre nous ramènent brutalement aux tactiques soviétiques cherchant à diviser les États-Unis et leurs alliés européens.

L'optique de Guerre froide de la Russie

Pourquoi existe-t-il une telle divergence entre les optiques américaine et russe quant à la proposition américaine de défense antimissile en Europe centrale ? Une explication logique et fondamentale est que la Russie continue de considérer les États-Unis et l'OTAN comme des rivaux, au mieux, et même comme des adversaires. Alors que les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN souhaitent compter la Russie parmi leurs partenaires pour contrer les menaces actuelles, qui proviennent principalement de l'extérieur de l'Europe, la Russie semble davantage intéressée par l'amélioration de sa situation stratégique vis-à-vis de l'alliance occidentale. La Russie pourrait bien voir la proposition américaine de défense antimissile en Europe centrale, présentée à un moment où l'anti-américanisme est puissant en Europe et dans le reste du monde, comme une occasion de diviser les États-Unis et leurs alliés européens, et de renforcer son influence dans la zone euro-atlantique.

Avec la dissolution de l'Union soviétique et l'émergence d'une jeune démocratie en Russie, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont pris des mesures pour établir une relation qualitativement nouvelle avec l'ancien rival, basée sur la démocratie et la coopération en matière de sécurité. Avec la Russie, ils espéraient transformer la zone euro-atlantique en zone de paix, de liberté et de prospérité. Ils ont réorienté la politique de sécurité de l'OTAN, focalisée jusqu'alors sur la Russie, vers les menaces existantes et

intermédiaire tirés depuis l'Iran. Ces pays sont cependant sous la menace de missiles iraniens de plus courte portée. Voir aussi la fiche analytique du département d'État américain (Bureau des affaires européennes et eurasiennes) : « U.S. Missile Defense Cooperation with NATO and Russia », Washington, DC, 16 avril 2007 (disponible sur : <http://www.state.gov/p/eur/rls/fs/83123.htm>).

¹² U.S. Missile Defense Agency, pp. 2, 8.

émergentes dans d'autres régions, en particulier celles provenant de régimes voyous, d'états défaillants, d'idéologies extrémistes, et de la pauvreté. La Russie, espéraient les Alliés, serait un partenaire à part entière pour contrer ces menaces actuelles¹³.

Bien que les Russes aient officiellement souscrit à la vision de l'OTAN concernant la zone euro-atlantique, les faits suggèrent fortement qu'ils n'ont jamais pleinement adhéré à ladite vision, du moins pas de la manière dont l'OTAN l'interprétait, et la considèrent même peut-être comme un prétexte pour contenir la Russie. Alors que les États-Unis et leurs alliés européens considèrent l'élargissement de l'OTAN (et de l'Union européenne) comme un moyen d'encourager et de consolider la paix, la démocratie et la prospérité dans ces parties de l'Europe situées auparavant derrière le « rideau de fer », la Russie le considère comme un empiètement sur sa sphère d'influence traditionnelle, et même comme une menace potentielle pour sa sécurité. Alors que les États-Unis, et au moins certains de leurs alliés de l'OTAN, ont conclu que la défense antimissile contre les missiles à longue portée faisait partie de la réponse fondamentale à la prolifération des capacités en missiles balistiques et armes de destruction massive des régimes voyous et des régions instables, la Russie l'a avant tout considérée comme un défi grandissant à ses capacités stratégiques. Ce qui a peut-être été le plus frustrant pour la Russie, ce fut son incapacité, du moins à ce jour, à faire davantage que protester contre ces événements : en dépit de la forte opposition de la Russie, l'OTAN s'est élargie à l'Europe centrale et orientale, y compris aux trois pays baltes, et les États-Unis se sont retirés du Traité ABM.

Sur le plan national, la démocratie en Russie est progressivement ramenée à une domination autoritaire plus traditionnelle. Sur le plan international, la Russie s'est alignée sur la Chine pour contrebalancer la puissance américaine. A cet égard, les deux nations semblent avoir subordonné leurs inquiétudes respectives quant aux programmes nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord à un objectif plus essentiel : limiter l'influence américaine, en bloquant les efforts des États-Unis au Conseil de sécurité des Nations unies en vue d'imposer des sanctions plus sévères aux états préoccupants. La Russie a également démontré qu'elle voulait et pouvait manipuler ses voisins immédiats et les nations européennes occidentales en s'appuyant sur leur dépendance envers l'approvisionnement en gaz russe.

Cela ne veut pas dire que la voie sur laquelle s'engage la Russie n'est pas compréhensible à la base. On peut comprendre qu'un pays envahi deux fois par l'ouest au cours du siècle dernier, et soudainement ravalé du rang de super-puissance à celui de puissance intermédiaire il y a moins de deux décennies, considère l'alliance occidentale avec suspicion. On doit

¹³ « Les relations OTAN-Russie : une qualité nouvelle », déclaration des chefs d'état et de gouvernement des pays membres de l'OTAN et de la Fédération de Russie, Rome, Italie, 28 mai 2002 [disponible sur : <http://www.nato.int/docu/basic/txt/bo20528e.htm>].

également se souvenir que ce qui fut perçu comme un énorme défi technologique et économique posé par l'initiative de défense stratégique de Ronald Reagan, a donné une impulsion significative à la dissolution finale de l'Union soviétique¹⁴. L'exaltation des Russes pour leur toute nouvelle liberté politique, consécutive à la dissolution de l'Union soviétique, fut bientôt gâchée par les luttes quotidiennes de l'existence dans une société chaotique et pauvre, rendant attrayant l'ordre relatif apporté plus tard par le régime actuel, de plus en plus autoritaire (un ordre largement favorisé par l'augmentation spectaculaire des prix des exportations énergétiques russes). Les démonstrations de force militaire des États-Unis en Irak, aussi bien en 1991 qu'en 2003, associées au mépris américain de l'opposition russe à cette dernière invasion, ont renforcé les inquiétudes de la Russie quant à la puissance américaine, et l'ont incitée à faire cause commune avec la Chine en vue de limiter cette puissance. Toutefois, on peut comprendre les origines de l'attitude de la Russie sans pour autant adhérer ou céder à ladite attitude.

Comment l'inquiétude, profondément enracinée, de la Russie vis-à-vis de la puissance des États-Unis et de l'OTAN se manifeste-t-elle dans la controverse actuelle sur la proposition américaine de défense antimissile en Europe centrale ? Premièrement, la Russie affirme que le système proposé par les États-Unis présenterait une menace pour elle, bouleverserait la stabilité stratégique, et provoquerait une course aux armements¹⁵. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, a même suggéré que les États-Unis pourraient ne déployer des installations de lancement d'intercepteurs en Europe centrale que pour remplacer

¹⁴ Cette opinion, toutefois, n'est plus aussi répandue qu'auparavant.

¹⁵ Par exemple, le général russe Vladimir Popovkin, chef des forces aérospatiales russes, a été cité par l'agence de presse ITAR-TASS le 22 janvier 2007, comme ayant déclaré : « Notre analyse démontre que la localisation de la base américaine représenterait une menace indéniable pour la Russie. ... Le radar en République tchèque serait capable de surveiller les installations de lancement de fusées en Russie centrale et la Flotte du Nord ». (*Space War*, 22 janvier 2007 [disponible sur : http://www.spacewar.com/reports/US_To_Start_Talks_On_Eastern_Europe_Missile_Defence_System_999.html]).

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, a été cité par Reuters, le 27 mars 2007, comme ayant déclaré : « Quels risques voyons-nous dans ce projet américain ? Tout d'abord, cela conduirait à une érosion de la stabilité stratégique. L'équilibre de la politique mondiale peut aussi être menacé. » (Louis Charbonneau, « Russia slams missile shield, wants talks with U.S »., 27 mars 2007, Reuters [disponible sur : <http://www.reuters.com/article/worldNews/idUSL2735222720070327?feedType=RSS>]).

Le président russe, Vladimir Poutine, a déclaré lors de la 43^{ème} Conférence de Munich sur la politique de sécurité : « Les projets d'extension à l'Europe de certains éléments du système de défense antimissile ne peuvent que nous troubler. Qui pourrait souhaiter la prochaine étape de ce qui serait, dans ce cas précis, une inévitable course aux armements ? Je doute fortement que les Européens le veuillent. » (Vladimir Poutine, discours de la 43^{ème} Conférence de Munich sur la politique de sécurité, 10 février 2007, Munich, Allemagne [disponible sur : <http://www.securityconference.de/konferenzen/rede.php?sprache=en&id=179>]).

ensuite les intercepteurs par des missiles offensifs¹⁶. De telles affirmations évoquent les leitmotivs de la Guerre froide : déstabilisation des défenses antimissiles et course inexorable aux armements. L'intention manifeste est de réactiver et de mobiliser des peurs similaires à celles de la Guerre froide au sein de la population européenne, afin de prévenir cette réponse proposée par les Américains aux menaces actuelles pour la sécurité internationale. Deuxièmement, des dirigeants civils et militaires russes importants ont menacé de prendre pour cibles des nations européennes au cas où les États-Unis déploieraient leur système de défense antimissile en Europe. Les généraux russes ont souligné la capacité de la Russie à frapper n'importe quelle installation de défense antimissile américaine située en Europe centrale et, de ce fait, ces nations elles-mêmes¹⁷. De hauts fonctionnaires russes ont également réitéré leur ancienne menace de se retirer du traité de 1987 sur les forces nucléaires intermédiaires, ce qui permettrait à la Russie de tenir à nouveau toute l'Europe occidentale sous la menace d'une dévastation nucléaire en l'espace de quelques minutes grâce à des missiles de type SS-20¹⁸. L'objectif manifeste de cette attitude est l'intimidation. Troisièmement, les officiels russes affirment que les États-Unis n'ont pas suffisamment informé ou consulté la Russie avant de se lancer dans leur projet de défense antimissile en Europe centrale¹⁹. Cet argument exploite la vision partagée par de nombreux Européens, selon laquelle les États-Unis sont unilatéralistes, et cela de manière bien imprudente.

¹⁶ Dans l'article de Charbonneau, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, est cité par Reuters comme ayant affirmé, le 27 mars 2007 : « Les rampes de missiles nécessaires aux missiles intercepteurs imitent dangereusement les installations de lancement de missiles balistiques intercontinentaux. Qu'est-ce qui se retrouvera sur ces rampes d'ici cinq à dix ans[?] ».

¹⁷ Vladimir Isachenkov, de l'Associated Press : « Russian general warns Poland, Czech Republic over U.S. missile defense system », 19 février 2007, dans *The Seattle Times* [disponible sur : http://seattletimes.nwsourc.com/html/nationworld/2003579491_webmissiles19.html].

Le général russe Nikolai Solovotsov, chef des forces de missiles stratégiques russes, est cité dans l'article d'Isachenkov comme ayant prévenu, le 19 février 2007 : « Si les gouvernements de la Pologne et de la République tchèque s'engagent dans cette voie... les Forces de missiles stratégiques seraient capables de prendre pour cible ces installations si une décision les concernant était prise. »

¹⁸ The *Financial Times* a rapporté que le chef d'état-major de l'armée russe, le général Yury Baluyevsky, a déclaré le 15 février 2007 que la Russie pourrait se retirer du Traité INF si les États-Unis poursuivaient leurs projets de défense antimissile en Europe centrale. Voir Demetri Sevastopulo, Neil Buckley, Daniel Dombey, et Jan Cienski, « Russia threatens to quit arms treaty », *Financial Times (FT.com)*, 15 février 2007 [disponible sur : <http://www.ft.com/cms/s/289ed728-bd26-11db-b5bd-0000779e2340.html>].

¹⁹ Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, est cité dans l'article de Charbonneau comme ayant déclaré, en réponse aux affirmations américaines selon lesquelles les États-Unis avaient à maintes reprises tenu la Russie informée de leurs projets de défense antimissile : « Au minimum, nous devons avoir une discussion sérieuse sur cette question fondamentale, et non pas de simples réunions d'information qui n'apportent aucune réponse à des questions spécifiques. »

La réalité

La réalité est fort différente de ce que les Russes soutiennent. Dans la mesure où il est physiquement impossible que les moyens de défense antimissile américains proposés pour l'Europe centrale interceptent des missiles russes tirés à destination des États-Unis, il n'existe aucune base objective pour affirmer que les défenses antimissiles proposées représentent une quelconque menace pour la Russie, ou bouleversent la stabilité stratégique. Et cela ne tient même pas compte du fait que des intercepteurs terrestres si peu nombreux, dont il a été démontré qu'ils ne seraient efficaces que dans le cadre d'une attaque simple et limitée de missiles balistiques, ne pourraient offrir que peu d'opposition aux centaines de missiles balistiques à longue portée sophistiqués de la Russie, même s'ils étaient physiquement capables de poursuivre et d'intercepter lesdits missiles. Comme le secrétaire général de l'OTAN, M. de Hoop Scheffer, l'a déclaré à la suite des réunions qui se sont tenues à l'OTAN le 19 avril 2007 pour discuter de la proposition américaine de défense antimissile, « Dix intercepteurs ne modifieront pas – ils ne le pourront pas, et ne le feront pas – l'équilibre stratégique, et 10 intercepteurs ne peuvent pas non plus représenter une menace pour la Russie »²⁰.

En admettant que la Russie soit réellement inquiète des implications des systèmes défensifs pour la stabilité stratégique, ses inquiétudes concerneraient presque à coup sûr ce dont elle craint que le programme américain de défense antimissile dans son ensemble puisse un jour être capable, plutôt que les capacités de ce que les États-Unis proposent en Europe centrale²¹. En se basant sur les indications disponibles, obtenues lors du développement et des essais de la défense américaine contre les missiles balistiques, et sur les types de contre-mesures déjà à la disposition d'une nation comme la Russie (ogives manœuvrantes, par exemple), il est hautement improbable – il s'agirait, tout au plus, d'une perspective très lointaine – qu'une capacité significative contre une force importante et avancée de missiles balistiques puisse être réalisable. En outre, il faudrait un contexte stratégique très différent de celui existant actuellement pour inciter les États-Unis ne serait-ce qu'à chercher à atteindre une capacité aussi incertaine. La réalité actuelle et prévisible est que le déploiement de capacités défensives contre un nombre limité de missiles balistiques tirés depuis le Moyen-Orient renforcera la stabilité en dissuadant et, si nécessaire, en détruisant les menaces ou attaques de missiles des états voyous.

²⁰ « NATO chief dismisses Russia fears », BBC News, 19 avril 2007 [disponible sur : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/6570533.stm>].

²¹ Par exemple, le 19 février 2007, le général Nikolai Solovtsov, chef des forces de missiles stratégiques russes, s'est inquiété des implications militaires des améliorations futures du système de défense antimissile proposé par les Américains en Europe centrale (Isachenkov).

Les Russes n'ont pas avancé d'arguments sérieux – et ils ne peuvent le faire – pour étayer l'étrange suggestion du ministre des Affaires étrangères Lavrov, selon laquelle les États-Unis pourraient échanger les intercepteurs contre des missiles offensifs à un moment donné (ce qui serait difficile à réaliser, dans tous les cas)²². Étant donné les menaces russes de se retirer du Traité INF, il ne s'agit peut-être que du reflet de leur propre conception stratégique. La menace de se retirer du Traité INF, tout comme les bruits de sabre concernant les installations américaines de défense antimissile déployées en Europe centrale qui seraient prises pour cibles (ainsi que ces nations d'Europe centrale elles-mêmes, par conséquent), sont des tactiques d'intimidation de style soviétique supportées et discréditées avec succès (sinon avec facilité) au cours de la Guerre froide.

Les affirmations russes selon lesquelles les États-Unis ont laissé la Russie dans l'ignorance quant à leurs projets de défense antimissile sont malhonnêtes. Comme Daniel Fried, sous-secrétaire d'état américain aux affaires européennes et eurasiennes, l'a expliqué lors d'une réunion d'information détaillée sur la défense antimissile qui s'est tenue au Foreign Press Center de Washington, DC, le 22 février 2007 : « Toutes les informations qui vous ont été données aujourd'hui ont été expliquées à la fois aux alliés de l'OTAN et au Conseil OTAN-Russie, ainsi qu'aux Russes de manière bilatérale, au cours d'une série de discussions détaillées, aussi bien en haut lieu qu'au niveau des experts, et ces discussions vont se poursuivre »²³. Cinq jours plus tard, John Rood, sous-secrétaire d'état américain à la sécurité internationale et à la non-prolifération, faisait des observations similaires et ajoutait : « Les officiels russes, ainsi que leurs experts, ont très bien compris les paramètres et les limites techniques des capacités défensives proposées. Il existe une énorme divergence entre le ton des conversations avec les officiels russes lors des consultations privées, et leurs récentes déclarations publiques »²⁴. Les officiels américains ont néanmoins reconnu que des informations complémentaires sur les projets de défense antimissile des États-Unis devront être fournies aussi bien aux Russes qu'aux Européens pour répondre à leurs inquiétudes, et se sont engagés à le faire. Le sous-secrétaire américain à la Défense chargé des problèmes politiques, Eric Edelman, l'a indiqué le 20 avril 2007, à la suite de nouvelles discussions qui avaient eu lieu ce jour-là sur la question de la défense antimissile, à la fois au Conseil OTAN-Russie et lors d'une réunion extraordinaire des officiels de l'OTAN²⁵.

²² U.S. Missile Defense Agency, p. 4. L'agence américaine de défense antimissile a expliqué que la conversion de silos d'intercepteurs en vue de l'utilisation de missiles offensifs nécessiterait des modifications importantes, et ne pourrait être réalisée rapidement ou facilement.

²³ Réunion d'information au Foreign Center Press, 22 février 2007.

²⁴ John Rood, sous-secrétaire d'état américain à la sécurité internationale et à la non-prolifération, « Remarks to the 8th Royal United Services Institute (RUSI) Missile Defense Conference », Londres, Royaume-Uni, 27 février 2007 [disponible sur : <http://www.state.gov/t/isn/rls/rm/81242.htm>].

²⁵ DPA, « NATO backs US missile defence as Russia talks tough (3rd Roundup) », Europe News, 19 avril 2007 [disponible sur :

Il faut également souligner que les États-Unis proposent depuis plus d'une décennie de coopérer avec la Russie en matière de défense antimissile, y compris pour la défense antimissile stratégique. Le désir de coopération des États-Unis a été réitéré récemment, lors du voyage du secrétaire américain à la Défense Robert Gates à Moscou en avril 2007 en vue de discuter de la question de la défense antimissile. Comme le secrétaire Gates l'a expliqué : « La clé de tout ceci est la coopération. Nous aimerions que les Russes soient nos partenaires dans ce processus. Nous voudrions partager des informations avec eux. Nous sommes prêts à co-positionner des radars avec eux »²⁶. La Russie, toutefois, n'a pas voulu accepter les propositions américaines, du moins en ce qui concerne la défense antimissile stratégique. Comme le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Ivanov, l'a déclaré le 20 avril 2007 : « Quant à une coopération éventuelle en matière de défense antimissile stratégique, pour être honnête, je n'en vois pas la raison »²⁷.

Pour des raisons historiques et autres, il se peut que la Russie perçoive réellement la proposition américaine de défense antimissile en Europe centrale comme faisant partie d'une manœuvre plus large visant à dégrader considérablement sa force stratégique de dissuasion nucléaire et à accentuer son désavantage par rapport aux États-Unis et à l'OTAN, en dépit de la réalité objective. Cependant, il serait naïf et dangereux pour les Européens de se priver, dans le but de calmer les inquiétudes de la Russie, de la protection contre les menaces réelles émergeant du Moyen-Orient qu'offre la proposition américaine de défense antimissile en Europe centrale. Tant qu'ils continueront sur leur voie actuelle, les intérêts stratégiques de la Russie sont plus divergents que convergents avec ceux de l'Europe. Les États-Unis et l'OTAN ne doivent pas renoncer à la Russie, mais ils doivent aussi continuer à faire front commun avec fermeté pour protéger et faire progresser les intérêts et les valeurs qu'ils partagent.

L'avenir

Comment faut-il alors réagir à l'opposition de la Russie à la proposition américaine de défense antimissile en Europe centrale ?

Les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN doivent demeurer unis face aux efforts des Russes pour les diviser. En particulier, les Européens ne doivent pas se permettre d'être intimidés par les menaces russes. Cela établirait un terrible précédent, et ne ferait qu'inciter les Russes à

http://news.monstersandcritics.com/europe/news/article_1293841.php/NATO_backs_US_missile_defence_as_Russia_talks_tough_3rd_Roundup].

²⁶ Thom Shanker, « Russia Cool to U.S. Call for Cooperation on Missile Defense », *The New York Times*, 23 avril 2007, Section A, Colonne 3, page 6 [disponible sur :

<http://www.nytimes.com/2007/04/24/world/europe/24gates.html?ex=1335067200&en=e2f44ebf45ff15b4&ei=5088&partner=rssnyt&emc=rss&pagewanted=print>].

²⁷ « No Reason for Russian-U.S. Missile Defense Cooperation – Top Russian Official », *Mosnews.com*, 20 avril 2007 [disponible sur :

<http://www.mosnews.com/news/2007/04/20/noreasons.shtml>].

recommencer. La force de l'alliance de l'OTAN pour tous ses membres a toujours résidé dans leur unité et leur confiance dans l'engagement et la capacité des autres membres à remplir leurs obligations de défense les uns envers les autres. Cela s'est avéré efficace contre la menace de la puissante armée soviétique ; cela peut encore s'avérer efficace contre toutes les menaces que la Russie pourrait formuler aujourd'hui, la plus inquiétante étant plutôt susceptible de concerner la sécurité de l'approvisionnement en énergie qu'une action militaire.

Les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN ne doivent pas se priver de l'opportunité de se procurer une protection convenable contre la menace émergente de missiles balistiques à longue portée émanant du Moyen-Orient, notamment de l'Iran. Les défenses antimissiles ne sont pas la panacée face à cette menace, mais elles constituent un élément indispensable d'une réponse multicouche qui comprend aussi la diplomatie, la contestation (l'interdiction, par exemple), d'autres formes de protection, des moyens de frappe, et la capacité de gérer les conséquences d'une attaque. Les défenses antimissiles contribuent à la dissuasion de la prolifération et des attaques, en sapant la confiance accordée par un adversaire à l'utilité d'acquiescer ou d'employer des missiles balistiques. Il se peut que les défenses antimissiles constituent également les seuls moyens grâce auxquels les États-Unis ou leurs alliés pourront éviter le carnage provoqué par une attaque d'armes de destruction massive provenant d'un adversaire insensible à la dissuasion, tout en préservant proportionnellement leur flexibilité quant à la manière de répondre à une telle attaque.

Les États-Unis doivent continuer à être aussi transparents que possible avec la Russie au sujet de la capacité et de l'objectif de leurs projets de défense antimissile en Europe. Peut-être n'est-il pas possible d'écarter totalement les soupçons de la Russie au sujet du projet américain de défense antimissile, mais des consultations régulières et approfondies devraient au moins permettre de les limiter et de canaliser la réaction de la Russie.

Les États-Unis et l'OTAN doivent poursuivre leurs efforts, entrepris de longue date, pour faire de la Russie un élément de la solution, et non pas du problème, en vue de contrer les menaces émanant d'états préoccupants, y compris en continuant à solliciter sa participation matérielle dans les programmes de défense contre les missiles de théâtre et à longue portée. La Russie pourrait appréhender avec plus de confiance ce que les programmes de défense antimissile des États-Unis et de l'OTAN sont capables de faire, et pourrait avoir plus de possibilités d'influencer lesdits programmes, si elle s'engageait davantage au niveau opérationnel et technique. La Russie pourrait apporter des contributions techniques précieuses au développement de défenses plus efficaces contre les missiles à longue portée pour se protéger elle-même, et protéger l'Europe et les États-Unis. La Russie est, après tout, la seule nation qui possède depuis longtemps une capacité défensive opérationnelle contre les missiles balistiques à longue portée, bien que cette dernière fasse appel à des

intercepteurs à tête nucléaire, au lieu des intercepteurs cinétiques (« hit-to-kill ») utilisés dans les systèmes américains modernes.

Pour finir, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN doivent continuer à s'assurer que leurs initiatives respectives en matière de défense antimissile se poursuivent de manière complémentaire, de façon à offrir à tous les Alliés une protection multicouche maximale contre les menaces de missiles de toutes portées. Ils doivent y parvenir sans avoir à interrompre les progrès d'un programme ou d'un domaine à cause de retards dans un autre, car plus vite les moyens de défense antimissile contre tout l'éventail de la menace seront disponibles, plus vite la sécurité de tous les Alliés sera améliorée. Les efforts des États-Unis et de l'OTAN en matière de défense antimissile sont déjà engagés dans des voies complémentaires. L'OTAN a reconnu la menace que représentent les missiles de toutes portées pour les Alliés ; a convenu que la défense antimissile de son territoire, y compris contre des missiles de portée plus longue, est techniquement réalisable ; et a ordonné des études supplémentaires sur les implications politico-militaires de la défense antimissile. Les États-Unis proposent d'étendre à de nombreux Alliés, par le biais d'arrangements bilatéraux avec deux d'entre eux, la protection offerte par les aspects de son programme national relatifs à la longue portée, alors que l'OTAN recherche activement des moyens pour défendre les forces déployées contre les missiles à courte et moyenne portée, grâce à son Programme de défense active multicouche contre les missiles balistiques de théâtre. Puisque les concepts et la technologie développés par les Américains sont au cœur des projets de défense antimissile, aussi bien de l'OTAN que des États-Unis (de par le seul fait que ces derniers ont été très actifs en ce domaine, et jouent un rôle essentiel dans les projets de défense antimissile de l'OTAN), il y a de grandes chances pour que les initiatives de défense antimissile des États-Unis et de l'OTAN progressent de manière interopérable ou complémentaire, même si elles progressent selon des rythmes différents. En effet, le lieutenant-général Obering, directeur de l'Agence américaine de défense antimissile, a déclaré que les États-Unis s'assureront de la compatibilité de commandement et de contrôle entre les projets de défense antimissile américain et de l'OTAN²⁸.

Pour tous ceux, en Europe et ailleurs, qui ont réagi à la controverse sur la proposition américaine de défense antimissile en Europe centrale en demandant qu'une solution soit trouvée au niveau de l'OTAN, le titre du communiqué de presse de l'OTAN qui a suivi la session extraordinaire du 19 avril 2007 de l'Alliance, consacrée à la proposition des États-Unis, est instructif : « Défense antimissile : l'OTAN unie sur la question ». Ce communiqué cite le secrétaire général de l'OTAN, M. de Hoop Scheffer :

²⁸ DPA, « NATO backs US missile defence as Russia talks tough (3rd Roundup) », *Europe News*.

« Il y a sans aucun doute une perception commune de la menace. Les Alliés s'accordent tous à reconnaître que les missiles balistiques font peser une menace »²⁹.

La proposition américaine de défense antimissile en Europe centrale offre aux États-Unis et à leurs alliés européens une occasion de créer une capacité de défense convenable contre une attaque limitée de missiles balistiques à longue portée en provenance du Moyen-Orient. Cette capacité pourrait un jour sauver de nombreuses vies. Elle limiterait certainement la vulnérabilité des Alliés à la coercition par des états préoccupants armés de missiles balistiques à longue portée à têtes nucléaires. Pour réussir à créer cette capacité, les Alliés doivent reconnaître l'optique de Guerre froide de la Russie sur la défense antimissile en Europe centrale, et y résister.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

²⁹ Organisation du traité de l'Atlantique nord, « NATO united on missile defence approach », 19 avril 2007 [disponible sur : <http://www.nato.int/docu/update/2007/04-april/e0419a.html>].